

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} AVRIL 1908.

Projet de loi portant approbation de l'arrangement signé à Rome le 9 décembre 1907 entre la Belgique et plusieurs pays, concernant l'organisation d'un Office international d'hygiène publique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. COUSOT.

MESSIEURS,

Au mois de décembre 1907 se réunit, à Rome, une Conférence internationale sanitaire pour jeter les bases, établir les statuts, définir la mission d'un Office international d'Hygiène publique. C'était l'exécution d'un vœu adopté par la Conférence de Paris de 1903. A la suite de débats dans lesquels les plénipotentiaires belges M. Beco, gouverneur du Brabant, et M. Velghe, directeur général du service d'Hygiène, tiennent une place remarquable, fut conclu un arrangement que la Chambre a renvoyé à l'examen d'une Commission spéciale. Celle-ci, à l'unanimité, vous propose de l'approuver.

Dans tous les domaines de l'activité économique, sociale, scientifique se multiplient les institutions internationales. Il y a un an, la Chambre donnait, sans discussion, son adhésion à la création d'un Institut international d'agriculture, préconisé par S. M. le Roi d'Italie. Antérieurement avaient été fondées, par l'accord des nations aussi bien que par l'initiative privée, de nombreuses associations internationales, poursuivant des buts divers. L'Office d'Hygiène publique vient s'ajouter, comme un organe nouveau, à cet ensemble déjà considérable d'institutions créées pour promouvoir, par l'harmonie, la coordination des efforts, la bonne entente des nations, le bien-être des populations, les progrès artistiques, industriels, commerciaux. L'Office international d'Hygiène, officieusement, éclairera, guidera les administrations sanitaires écloses en tous pays pour sauvegarder la santé publique, il enregistrera les incessantes transformations de nos armements sanitaires nationaux, au fur et à mesure des développements et des progrès de

(1) Projet de loi, n° 126.

(2) La Commission était composée de MM. Heynen, président, Persoons, Modeste Terwagne, Tibbaut et Cousot.

la science. Les frontières ne peuvent être un obstacle à l'application de mesures indispensables pour la protection de peuples contre les fléaux qui sèment, dans leurs subites et trop fréquentes incursions, la ruine et la misère. Il faut s'entendre contre l'ennemi commun.

Déjà les nations, en suite des Conférences sanitaires internationales de Venise (1892), Dresde (1893), Paris (1894), Venise (1897), Paris (1903) ont établi des règles d'une prophylaxie rationnelle des maladies pestilentiellles, substituant aux quarantaines surannées, des mesures préservatrices basées sur l'inspection médicale, l'isolement, la désinfection. En 1903, les puissances ont signé une convention destinée surtout à opposer une infranchissable barrière à l'invasion de la peste, du choléra, de la fièvre jaune. « Par une série de réunions internationales et de conventions, disait M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, présidant la Conférence, par un effort continu et admirable, les États ont organisé la défense contre les plus dangereuses des maladies infectieuses et promulgué une véritable chartre de la santé publique. Et, dès lors, s'est établie la conviction que cette chartre que chacun applique de son côté, gagnerait en efficacité par la création d'un organe chargé de recueillir et de coordonner tous les renseignements de nature à intéresser les grandes administrations sanitaires, de suivre les progrès des maladies infectieuses exotiques, d'indiquer les précautions à prendre pour en éviter les funestes effets. » (Procès-verbaux, 1^{re} séance, 3 décembre 1907.)

L'Office d'hygiène, cela ressort des procès-verbaux de la Conférence, n'aura point à intervenir dans les méthodes, les procédés, les décisions des services sanitaires nationaux; il fonctionnera en dehors et au-dessus comme un appareil de coordination, d'information, de comparaison. Il aura pour mission, sentinelle vigilante, de surveiller l'approche des maladies, d'en prévenir l'invasion, d'en restreindre les funestes effets en provoquant une noble émulation dans les mesures de protection, en comparant l'efficacité des moyens employés, en unifiant les renseignements, en suggérant les améliorations à apporter aux procédés de prophylaxie. La mission ne devra pas nécessairement se borner à l'étude des maladies exotiques, de leur distribution géographique, de leurs incursions périodiques, de leur marche; l'Office pourra élargir son programme, comme l'a si justement conseillé le très éminent délégué de Belgique, M. Beco; il portera son attention sur les maladies contagieuses en général et sera, entre les nations, un utile intermédiaire pour combattre les infections qui ne respectent pas les frontières et dont le libre-échange ne trouvera point de défenseurs. Élargissant son champ d'observations, grâce à ses relations et aux privilèges d'une organisation internationale, il recueillera les informations, les documents, établira sur une large échelle des statistiques plus sincères et plus complètes, éclairera ainsi les administrations nationales pour l'établissement de législations sanitaires concordantes et éprouvées par l'expérience.

Les statuts joints à l'arrangement prévoient la publication d'un bulletin mensuel. Cette publication fournira les renseignements sur l'existence, la marche des maladies infectieuses, transmissibles, exotiques ou indigènes,

donnera les lois, arrêtés, règlements promulgués en tous pays, montrera l'utilité des mesures prophylactiques et leur valeur comparative, indiquera les travaux d'assainissement et leur part dans les succès contre les fléaux, dressera les statistiques relatives à la santé publique, et le bilan de la lutte entreprise, à la lumière des découvertes scientifiques, contre les maladies transmissibles. Ce bulletin sera un incomparable instrument d'études, un indispensable intermédiaire entre les services sanitaires des nations, les services d'hygiène des villes, les hygiénistes des divers pays.

A la Conférence de Rome avaient pris part la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suisse, l'Égypte. L'arrangement fut signé immédiatement par MM. les délégués du Brésil, d'Espagne, de France, d'Italie, de Russie, de Suisse. MM. les plénipotentiaires de Belgique, des États-Unis, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, du Portugal et d'Égypte déclarèrent, au nom de leurs Gouvernements, qu'ils étaient autorisés à signer l'arrangement *ad referendum*. M. le délégué de Roumanie s'abstint de signer, son Gouvernement réservant ses décisions jusqu'après la communication des actes et des résolutions prises. L'Allemagne et l'Autriche s'abstinrent d'assister à la Conférence. A Paris, en 1903, l'Allemagne avait déjà mis en doute l'utilité de l'institution. N'est-elle point merveilleusement outillée au point de vue sanitaire? Ne possède-t-elle point des institutions d'un fonctionnement assez précis pour obtenir les renseignements nécessaires relatives aux maladies pestilentiellles.

Très sagement, la Conférence de Rome a laissé la porte ouverte aux nouvelles adhésions; l'article 6 porte, en effet, que les Gouvernements qui n'ont point signé le présent arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande. Pour donner sa pleine signification à cette clause, le président dans son allocution d'adieu prononçait ces paroles: « La nouvelle institution ne saurait éveiller les susceptibilités de ceux dont l'activité scientifique s'est manifestée déjà d'une manière si féconde, bien que sur un terrain plus spécial et plus limité. L'Office international d'Hygiène publique n'entend aller sur les brisées de personne et ses statuts l'indiquent suffisamment. C'est aussi dans le même esprit libéral que vous avez ouvert largement la porte à des adhésions ultérieures qui ne pourront que renforcer l'institution nouvelle ».

Dans son intéressant rapport sur le projet de loi approuvant la Convention pour la création d'un Institut international d'agriculture, l'honorable M. Tibbaut pose cette question: Quelle est la situation juridique de l'Institut d'agriculture? Et il répond que les institutions internationales fondées par une convention, existent comme personnes civiles dans les limites de leur objet et de la convention internationale. Un tel souci ne doit point nous préoccuper dans le cas actuel; les statuts de l'office portent dans leur article 3 que le Gouvernement de la République française, prendra, sur la demande du Comité international, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique.

Le fonctionnement régulier de l'Office sera assuré par les contributions

volontairement fixées par les États contractants. La dépense prévue a été établie par l'étude des budgets d'institutions analogues. Elle fut évaluée à 150,000 francs. Les Bureaux internationaux de la propriété littéraire et industrielle, dont le personnel est commun, ont un Budget de 120,000 francs;

Celui des postes, un Budget de 125,000 francs;

— des télégraphes	—	100,000	»
— des chemins de fer	—	110,000	—
— des poids et mesures	—	100,000	—

La Conférence de Rome se rallia au chiffre intermédiaire de 150,000 fr. : Le directeur général de la santé publique du royaume d'Italie justifiait dans les termes suivants le crédit demandé : « Une telle somme est de quelque peu supérieure à celle qui est requise pour le fonctionnement d'autres bureaux existants. Toutefois, il faut tenir compte non seulement de l'augmentation générale des prix, mais aussi de la circonstance spéciale qu'il s'agit d'un organisme complètement nouveau, que cet organisme ne peut s'appuyer sur aucune administration déjà existante, à cause de l'indépendance qui doit lui être assurée; que la dépense à prévoir pour ses publications sera bien plus considérable que pour les autres bureaux; enfin, que notre bureau doit fonctionner sous la direction et le contrôle d'un comité international, qui devra être convoqué avec une certaine fréquence. »

Nous avons l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption de l'arrangement et des statuts qui en forment l'indispensable complément. La fondation de l'Office d'hygiène sera un élément de succès contre les redoutables fléaux qui menacent les populations; sans cesse, nous devons être en éveil contre eux, car dans leur périodiques réapparitions ils semblent ne s'avouer jamais vaincus et se jouer de nos perpétuels efforts. Cette création sera une preuve de la solidarité des nations pour le respect et la protection de la vie humaine.

La Commission émet le vœu que ce projet soit voté sans retard, répondant au désir exprimé par la Conférence de Rome « que la nouvelle institution puisse fonctionner le plus tôt possible, pour la défense contre l'ennemi commun qui constamment nuit au développement normal des pays civilisés. »

Le Rapporteur,

G. COUSOT.

Le Président,

D^r W. HEYNEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 APRIL 1908.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de Schikking, op 9 December 1907 tusschen België en verscheidene landen te Rome onderteeënd, betreffende het tot stand brengen van eenen Internationalen Dienst voor de openbare gezondheid (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COUSOT,

MIJNE HEEREN,

In den loop der maand December 1907 vergaderde, te Rome, eene Internationale Gezondheidsconferentie ten einde de grondslagen te leggen van eenen Internationalen Dienst voor Volksgezondheid, de statuten van dezen Dienst vast te stellen en de zending daarvan te bepalen. Aldus is gevolg gegeven aan eenen wensch der Conferentie te Parijs, in 1903. Na eene beraadslaging, waaraan de Belgische gevolmachtigden, de heer Beco, gouverneur van Brabant, en de heer Velghe, algemeen bestuurder van den Gezondheidsdienst, op uitstekende wijze deelnamen, werd eene overeenkomst gesloten, waarvan het onderzoek door de Kamer werd opgedragen aan eene Bijzondere Commissie. Deze stelt u met algemeene stemmen voor, er uwe goedkeuring aan te hechten.

Op elk gebied van de economische, sociale, wetenschappelijke bedrijvigheid komen steeds meer internationale instellingen tot stand. Verleden jaar trad de Kamer, zonder bespreking, toe tot het oprichten van een Internationaal Landbouw-Instituut, waarvan Z. M. de Koning van Italië het initiatief had genomen. Vroeger werden, door vereenigde mogendheden evenals door het toedoen van bijzondere personen, talrijke internationale vereenigingen in 't leven geroepen met verschillende doeleinden. De Dienst voor Volksgezondheid neemt op zijne beurt plaats in de reeds aanzienlijke reeks instel-

(1) Wetsontwerp, n^o 126.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Heynen, voorzitter, Persoons, Modest Terwagne, Tibbaut en Cousot.

lingen die tot stand werden gebracht om, door harmonisch te ijveren, de vereeniging der krachten, de verstandhouding onder de volkeren, het welzijn der bevolking in elk land, den vooruitgang op kunst-, nijverheids- en handelsgebied te bevorderen. Op officieuze wijze zal de Internationale Dienst voor Openbare Gezondheid de gezondheidsbesturen, die in alle landen tot stand zijn gekomen om de volksgezondheid te vrijwaren, voorlichten en onderrichten; hij zal de wijzigingen aanteekenen, die voortdurend worden gebracht in de maatregelen, door elk land genomen in het belang der volksgezondheid, naarmate de wetenschap zich uitbreidt en vooruitgaat. De grenzen mogen niet in den weg staan, waar het geldt de toepassing van maatregelen die onontbeerlijk zijn om de volkeren te beschermen tegen de plagen welke, door haar plotseling en te veelvuldig invallen, ondergang en ellende stichten.

Tegen den gemeenen vijand dientmen eensgezind op te treden.

Reeds hebben de natiën, naar aanleiding van de Internationale Gezondheidsconferentiën te Venetië (1892), Dresden (1893), Parijs (1894), Venetië (1897), Parijs (1903), voorschriften bepaald tot redematige voorkoming van de pestziekten : in de plaats van de verouderde quarantaines werden voorbehoedende maatregelen genomen, gegrond op het geneeskundig toezicht, de afzondering, de ontsmetting.

In 1903 hebben de Mogendheden eene overeenkomst onderteekend, vooral bestemd om een niet te overkomen dam op te richten tegen den inval van pest, cholera en gele koorts. « Door tal van internationale vereenigingen en overeenkomsten — zoo sprak de heer Barrère, de Fransche gezant te Rome, die de Conferentie voorzat, — door eene aanhoudende en bewonderenswaardige poging, hebben de Staten de verdediging tegen de gevaarlijkste onder de aanstekende ziekten geregeld en een echt wetboek der volksgezondheid tot stand gebracht. Daaruit sproot de overtuiging voort dat dit wetboek, door eenieder op eigen grond toegepast, nog doelmatiger worden zou door het oprichten van eene instelling belast met het vereenigen en samensmelten van al de inlichtingen van belang voor de groote gezondheidsbesturen, met het nagaan van den loop der vreemde aanstekende ziekten, met het aanwijzen van de te nemen voorzorgen om de noodlottige gevolgen daarvan te voorkomen. » (Processen-verbaal, 1^o vergadering, 3 December 1907.)

Uit de processen-verbaal der Conferentie blijkt, dat de Gezondheidsdienst zich niet zal moeten bemoeien met de methodes, werkwijzen en beslissingen van de gezondheidsdiensten in elk land; buiten en boven deze zal hij zijne verrichtingen waarnemen als eene inrichting tot samensmelting, voorlichting en vergelijking. Als een waakzame wacht zal hij ten taak hebben, de komst der ziekten na te gaan, haren inval te voorkomen en hare noodlottige gevolgen te beperken door een loffelijken zucht in 't leven te roepen om elkander te overtreffen wat aangaat de beschermingsmaatregelen, door de doelmatigheid van de aangewende middelen te vergelijken, door eenheid te brengen in de inlichtingen, door aan te wijzen welke verbeteringen dienen te worden gebracht in het aanwenden van de voor-

behoedmiddelen. Zijne zending zal niet noodzakelijkerwijze moeten beperkt worden tot het bestudeeren van de vreemde ziekten, van hare verspreiding over de wereld, van hare geregelde invallen, van haren loop; de Gezondheidsdienst zal zijn programma kunnen verruimen, zooals zeer terecht werd aanbevolen door den uitstekenden afgevaardigde van België, den heer Beco; hij zal zijne aandacht wijden aan de besmettelijke ziekten in 't algemeen en voor de natiën optreden als een nuttige tusseninrichting tot bestrijding der aanstekende ziekten die door de grenzen niet worden versperd en waarvan het ruilen door niemand zal worden voorgestaan. Door het verruimen van het gebied zijner waarnemingen, en dank zij zijne betrekkingen alsmede den bevoorrechten toestand van eene internationale instelling, zal hij de inlichtingen, de stukken vereenigen, op een ruim gebied meer echte en meer volledige statistieken opmaken, en aldus de landsbesturen voorlichten tot het invoeren van overeenstemmende gezondheidswetten waarvan de deugdelijkheid uit de ervaring is gebleken.

In de standregelen, bij de schikking gevoegd, is het uitgeven van een maandelijksch bulletijn voorzien. Dit bulletijn zal inlichtingen leveren over het bestaan en den loop der besmettelijke, aanstekende ziekten, hetzij in den vreemde, hetzij binnen het land; daarin zullen worden opgenomen de wetten, besluiten, verordeningen, in elk land afgekondigd, en zal het nut van de voorbehoedende middelen alsmede de waarde daarvan in vergelijking met andere worden aangetoond; het zal de gezondheidswerken vermelden en aanwijzen in welke mate zij bijdroegen tot het bestrijden van de ziekten, de statistieken betreffende de volksgezondheid opmaken, de uitkomsten vaststellen van den strijd die, naar aanleiding van de wetenschappelijke ontdekkingen, werd aangebonden tegen de besmettelijke ziekten. Dit bulletijn zal een ongemeene studiebron zijn; het zal onontbeerlijk zijn om de gezondheidsdiensten der natiën, de gezondheidsdiensten der steden en de hygiënisten uit de verschillende landen onderling in betrekking te stellen.

Aan de Conferentie te Rome werd deelgenomen door België, Brazilië, Spanje, de Vereenigde Staten, Frankrijk, Groot-Brittannië, Italië, Nederland, Portugal, Rumenië, Rusland, Zwitserland, Egypte.

De schikking werd onmiddellijk ondertekend door de afgevaardigden van Brazilië, Spanje, Frankrijk, Italië, Rusland, Zwitserland. De heeren gevolmachtigden van België, de Vereenigde Staten, Groot-Brittannië, Nederland, Portugal en Egypte verklaarden, namens hunne Regeering, dat zij gemachtigd waren de schikking te onderteekenen *ad referendum*. De afgevaardigde van Rumenië onderteekende de schikking niet, daar zijne Regeering zich voorbehield eene beslissing te nemen nadat de akten en de genomen besluiten haar zouden medegedeeld zijn.

Duitschland en Oostenrijk woonden de Conferentie niet bij. Reeds had Duitschland te Parijs, in 1903, het nut der instelling betwijfeld. Is het in gezondheidsopzicht niet uitstekend toegerust? Bestaan er aldaar geen instellingen waarvan de werking juist genoeg is om de vereischte inlichtingen betreffende de pestziekten te bekomen?

De Conferentie te Rome handelde zeer wijselijk door in de toekomst nieuwe toetredingen mogelijk te maken; immers, naar luid van artikel 6 kunnen de Regeeringen, die deze schikking niet hebben onderteekend, op hare aanvraag toetreden. Om aan deze bepaling hare volle betekenis te geven, sprak de voorzitter, in zijne afscheidstoespraak, als volgt: « De nieuwe instelling kan hoegenaamd geen aanstoot geven bij diegenen wier bedrijvigheid op wetenschappelijk gebied reeds zulke heilzame vruchten afwierp, al was het binnen een meer bijzonderen en meer beperkten omvang. De Internationale Dienst voor Openbare Gezondheid wil in niemands voetstappen treden; dat blijkt voldoende uit zijne standregelen. Met denzelfden vrijen geest waart gij bezielde, wanneer gij latere toetredingen, die de nieuwe instelling enkel kunnen versterken, in ruime mate hebt mogelijk gemaakt. »

In zijn belangwekkend verslag over het ontwerp van wet tot goedkeuring der Overeenkomst betreffende het oprichten van een Internationaal Landbouw-Instituut, stelt de achtbare heer Tibbaut deze vraag: « Welke is de rechtstoestand van het Landbouw-Instituut? » En zijn antwoord luidt: « De internationale instellingen, tot stand gebracht krachtens eene overeenkomst, bestaan als rechtspersonen, binnen de grenzen van hun doeleinde en van de internationale overeenkomst. » Daarmee moeten wij ons thans niet bekommeren; naar luid van artikel 3 der statuten van den Dienst, « zal de Regeering der Fransche Republiek, op aanvraag van het Internationaal Comité, de noodige schikkingen nemen om den Dienst als inrichting van openbaar nut te doen erkennen ».

Dank zij de bijdragen door de overeenkomstsluitende Staten vrijwillig bepaald, zal de regelmatige werkwijze van den Dienst verzekerd zijn. De voorziene uitgaven werden bepaald bij vergelijking met de begrotingen van andere dergelijke instellingen. Zij werden geraamd op 150,000 frank. De Internationale Bureelen voor letterkundigen en industrieelen eigendom, met één zelfde personeel, hebben eene begrooting van 120,000 frank; verder:

eene begrooting van 125,000 frank voor de posterijen.			
—	100,000	—	telegrafen.
—	110,000	—	spoorwegen.
—	100,000	—	maten en gewichten.

De Conferentie van Rome sloot zich aan bij het middencijfer van 150,000 frank. De algemeene bestuurder van den dienst voor volksgezondheid in het koninkrijk Italië gaf de volgende verklaring over het gevraagde krediet: « Dit totaal beloopt ietwat meer dan het bedrag dat noodig is voor de werking der andere bestaande bureelen. Maar er moet rekening worden gehouden niet enkel met de algemeene verhooging der prijzen, maar ook met de bijzondere omstandigheid dat het hier eene gansch nieuwe inrichting geldt, dat deze inrichting niet steunen kan op om 't even welke andere reeds bestaande, juist wijl zij heel en al onafhankelijk moet zijn; verder, dat de kosten, te voorzien voor hare schriften, veel grooter zullen

zijn dan die van de andere bureelen; eindelijk, dat ons bureel moet werken onder beheer en toezicht van een internationaal comiteit dat tamen dikwijls zal moeten bijeengeroepen worden.

Wij hebben de eer de Kamer voor te stellen, dat zij de schikking zou goedkeuren, alsook de statuten die de onmisbare aanvulling er van zijn.

De stichting van den Gezondheidsdienst zal het hare bijdragen tot de zegevierende bestrijding van de vreeselijke geesels die de bevolking bedreigen; zonder ophouden moeten wij op onze hoede zijn daartegen, want, gezien zij telkens terugkomen, schijnen zij zich nooit gewonnen te geven en altijd te spotten met onze rusteloze pogingen. Die stichting zal een bewijs zijn van gemeenschapsgevoel onder de volkeren waar het geldt de zorg en de bescherming voor het menschelijk leven.

De Commissie drukt den wensch uit dat dit ontwerp zonder verwijl worde aangenomen; die wensch is overigens niets anders dan de herhaling van dezen, op de Conferentie te Rome uitgebracht met de woorden: « dat de nieuwe instelling ten spoedigste moge worden tot stand gebracht, ter bescherming tegen den gemeenen vijand die gedurig-aan de normale ontwikkeling der beschaafde volkeren benadeelt ».

De Verslaggever,

G. COUSOT.

De Voorzitter,

Dr W. HEYNEN.
